

La lettre des études saint-simoniennes

ÉDITORIAL

Le décès de Michel Levallois, notre président, survenu pendant la confection de ce numéro, nous laisse tous désemparés, mais fiers d'avoir œuvré avec lui. C'est dans cette fierté et dans nos acquis communs que nous trouverons les ressorts pour continuer. Les statuts de notre société, tels qu'ils ont été réécrits en 2006, définissent ainsi sa finalité principale : « *approfondir la connaissance de Henri de Saint-Simon, des saint-simoniens, notamment d'Ismaïl Urbain, et du saint-simonisme en général, dans toute sa diversité* ». En même temps que nous menions cette refondation considérablement élargie de l'ancienne « Société des Amis d'Ismaïl Urbain » se tenait à l'Arsenal, grâce à la bienveillance de Jean-Noël Jeanneney, alors président de la BNF, l'exposition « Le siècle des saint-simoniens. Du *Nouveau christianisme* au canal de Suez ». Un regard en arrière sur les douze années écoulées depuis lors montre combien, sous la présidence éclairée et active de Michel Levallois, nous avons collectivement su inspirer, soutenir, faire connaître, coaliser, et plus d'une fois réaliser, des initiatives en ce sens.

Pensons à l'inauguration de la salle d'exposition permanente de l'Arsenal, à la nouvelle édition de Saint-Simon, au bicentenaire d'Urbain. Mais aussi aux thèses soutenues sur les frères d'Eichthal (H. Le Bret), sur Jules Lechevalier (O. Chaïbi), sur le rôle du socialisme naissant dans la colonisation de l'Algérie (J.-L. Marçot) et, l'an dernier, sur les Petit, mère, fils et petit-fils (B. Jouve). Ou bien encore à l'acquisition par l'Arsenal des papiers d'Arlès-Dufour, au don de ceux de Laurent de l'Ardèche, à la découverte du fonds Rude de la bibliothèque de La Part-Dieu, au dépôt des papiers de la famille Nugues dans les archives de Romans... Sans oublier les colloques tenus en Bretagne (autour de Souvestre et de Rousseau à Keremma), à Castelnaudary et à Sorèze (autour de l'« *Église du Midi* »), puis, dernièrement, à Paris (autour d'Ismaïl Urbain), ou les performances artistiques créées par Ulla von Brandenburg, Louise Hervé et Chloé Maillet, ainsi que, *last but not least*, les « sorties » annuelles organisées par la société à l'intention de ses membres, et qui ont chacune contribué à identifier et faire revivre dans les esprits des lieux de mémoire remarquables.

C'est aussi à consigner et à diffuser de tels résultats que servent notre *Lettre* et notre site. Leur rénovation a été impulsée par Michel Levallois à partir de l'hiver 2015, avec le volontarisme qui était, autant que la douceur, une de ses vertus premières. Notre effort s'est accompli dans la durée et nous pouvons désormais mettre en réseau et en synergie des compétences, des connaissances, des individualités issues d'une grande diversité d'horizons professionnels et moraux.

En 2015, l'existence de la Société des études saint-simoniennes a été l'un des facteurs de la sélection par l'Agence nationale de la recherche (ANR) du projet SAINT-SIMONISME 18-21, coordonné avec talent et dynamisme par notre ami Michel Bellet, et dont les fruits seront visibles au cours des prochaines années.

Le débat public qui se développe depuis l'an dernier sur l'hypothèse d'une filiation saint-simonienne du nouveau président de la République justifie pleinement la proposition que nous portons depuis notre origine de revisiter Saint-Simon et les saint-simoniens à la lumière du présent et de l'avenir.

Notre action n'y est pas étrangère, et notre voix commence à porter.

À nous, maintenant, de savoir profiter de cette opportunité.

✍ PHILIPPE RÉGNIER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Michel Levallois

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

HOMMAGE À MICHEL LEVALLOIS

DOSSIERS

*La thèse de Bernard Jouve –
Le macronisme est-il
un saint-simonisme ?*

VISITE *La sortie berrichonne
du 15 au 18 septembre 2017*

PUBLICATIONS

ACTUALITÉS

Société des études saint-simoniennes

Association loi de 1901
Adhésion : 35 €
Étudiant : 10 €

Bibliothèque de l'Arsenal
1, rue de Sully
F-75 004 Paris

Directeur de la publication : Philippe Régnier
Secrétariat d'édition : Yvan Chauviré

Pour les non adhérents : 15 €
ISSN : 2105-2859

Réalisation Archipel studio

HOMMAGE À MICHEL LEVALLOIS (1934–2018)

Le décès de notre président est survenu le 29 avril dernier au terme d'une longue et sournoise maladie qui l'avait physiquement beaucoup affaibli depuis la fin de l'été. Une cérémonie à l'assistance exceptionnellement nombreuse a réuni en l'église Saint-Marcel (Paris XIII^e) les proches, les amis et les connaissances pour un adieu plein d'émotion et de ferveur auquel la Société s'est associée à travers la présence d'un contingent significatif de ses membres et un don collectif à l'œuvre désignée par la famille (« CCFD - Terre solidaire »).

Des différentes évocations de sa personnalité, de sa carrière de haut fonctionnaire et de sa vie spirituelle (par Rémy Levallois, le préfet Adolphe Colrat, Dominique Iogna-Prat et Jean-Paul Avice) ressortait dans sa plénitude le portrait moral de l'homme que nous avons eu le privilège de fréquenter dans notre petit cercle : animé par une haute conscience de l'humain, aussi attentif et bienveillant envers les autres que tolérant et respectueux de leurs opinions et sensibilités, cultivant avec discrétion sa foi chrétienne aussi bien qu'une curiosité intellectuelle et des goûts dont la diversité était en harmonie avec l'ouverture d'esprit, la profondeur et la distinction dépourvue de toute affectation qui étaient ses traits naturels.

Quel qu'en soit l'issue, le référendum qui se prépare en Nouvelle-Calédonie invite et invitera à revisiter sa pensée et son action en faveur d'une prise en compte fraternelle des Kanak, bien antérieures dans les faits à la redécouverte opérée sous sa conduite de son arrière-grand-oncle, Ismaïl Urbain. Car la vie de Michel Levallois donne à penser qu'il existe des voies souterraines de la transmission des grandes idées et des projets existentiels : héritier spirituel, sans le savoir, du plus arabophile des saint-simoniens, il fut amené par les « hasards » de sa carrière à se faire le défenseur des Kanak comme Urbain avait été celui des musulmans d'Algérie, tandis que sa sœur Anne débutait sa carrière de psychanalyste en se focalisant sur l'« Œdipe africain » et que son frère Bruno et sa fille Agnès devenaient de leur côté des spécialistes reconnus de la langue et du monde arabes. Le secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie qu'il fut sous la présidence de Georges Pompidou ignorait tout à fait qu'une partie de sa famille était originaire de Cayenne, avait du sang noir et que l'un d'entre eux avait été très près de devenir le secrétaire général du gouvernement de l'Algérie aux côtés du duc d'Aumale.

Il fallut, pour déclencher cette redécouverte, effectuée en compagnie d'Anne, un bref creux professionnel subi en 1986 en raison directe d'un aléa politique ayant porté au pouvoir, à Paris, les tenants d'une posture coloniale à l'ancienne. C'est au cours de ce loisir forcé qu'une enquête généalogique entreprise comme un passe-temps sur les ascendants des Levallois lui fit rencontrer le personnage refoulé d'Urbain. De 1987 et du colloque de Sénanque sur « Les saint-simoniens et l'Orient » datent ainsi les premiers résultats publiés de ses recherches et l'inspiration fondatrice, conçue par l'organisatrice du colloque, la regrettée Magali Morsy, de la Société des Amis d'Ismaïl Urbain. Sur la surprise et, imagine-t-on volontiers, sur la joie que cette anamnèse dut lui procurer au plan personnel, Michel Levallois eut la pudeur de ne jamais s'exprimer publiquement, préférant d'emblée lui donner le statut et les formes d'une recherche d'ordre historique.

À peine eut-il quitté la présidence de l'ORSTOM (l'organisme national de recherche sur les outre-mers, devenu, depuis lors, l'IRD), occupée entre 1988 et 1994, qu'il voua donc les loisirs de sa retraite à l'étude méthodique et exhaustive des traces laissées par Urbain dans les dossiers de l'Arsenal et des AOM à Aix-en-Provence, débutant de la sorte avec humilité et un plaisir qui faisait chaud au cœur, une nouvelle carrière de cœur : chercheur de base. S'en suivirent en 1999 un doctorat sur Urbain à l'INALCO, sous la direction de Henry Laurens, puis deux gros maîtres livres, en 2001 et 2012, et maints articles.

C'est ainsi que, de Michel Levallois à Ismaïl Urbain, et d'Ismaïl Urbain à Michel Levallois, s'instaura une relation en miroir, autrement dit une *réflexion*, dont la disparition de notre président ne saurait être le point final.

Gageons que les saint-simonisants, parmi bien d'autres, liront avec beaucoup de profit les souvenirs à la rédaction desquels Michel Levallois a consacré ses dernières forces, comme Alain Rollat le révèle dans *Le Monde* du 9 mai dernier en évoquant les quelque cinquante années de son engagement aux côtés des Kanak.

Sachant fort bien ce qu'elle lui doit, la Société des études saint-simoniennes, avec son accord, avait décidé à l'unanimité lors de sa dernière Assemblée générale, le 25 mars dernier, de lui décerner le titre de président d'honneur. Elle partage aujourd'hui la peine de son épouse, Geneviève, et de l'ensemble des siens.

✍ PHILIPPE RÉGNIER

La thèse de Bernard Jouve

Physiocratie, saint-simonisme, agrarisme, à travers la famille Petit, thèse de doctorat en histoire moderne et contemporaine, 763 p.

Se confiant à la codirection de Dominique Barjot, professeur d'histoire économique contemporaine à la Sorbonne et de Philippe Régnier, directeur de recherche au CNRS et spécialiste du saint-simonisme, notre ami Bernard Jouve a débuté son travail en 2014 et l'a soutenu en Sorbonne, le 10 juin 2017 devant un jury présidé par Marie-Claude Esposito (Paris 3) et composé de ses deux codirecteurs et des deux rapporteurs, Juliette Grange et Pierre Musso. La délivrance du titre de docteur a fait l'objet d'une décision à l'unanimité de la part du jury, qui a suggéré au récipiendaire de ne pas délaisser le chantier qu'il a ouvert et de le prolonger par des articles. De nombreux membres de la Société assistaient à l'événement. *La Nouvelle République*, le journal de la région où habite le D^r Jouve n'a pas manqué de le signaler et de relever qu'à 78 ans, il a ainsi obtenu d'être doublement docteur, puisque c'est en 1967, à Tours, qu'il avait soutenu sa thèse de médecine, cinquante ans plus tôt. Raconter Alexis Petit pour présenter le fonds qui porte son nom dans les archives de l'Indre et ainsi procurer un rapport scientifique sur la découverte qu'il en a faite dans les années 1990, telle était la gageure à laquelle Bernard Jouve se trouvait affronté lorsqu'il s'engagea dans cette thèse après avoir réussi, en 2001, une première approche du sujet destinée au grand public¹.

Dès lors que, fils unique de M^{me} Petit, la riche veuve qui apporta sans compter son soutien au mouvement saint-simonien, ce fidèle parmi les fidèles d'Enfantin ne parvint jamais à faire ses preuves, la rédaction de sa biographie s'avéra vite ne pas présenter suffisamment d'intérêt. Une solution eût pu consister à en écrire une anti-biographie, sur le modèle ironique créé par Flaubert dans son roman inachevé *Bouvard et Pécuchet*, où l'on voit deux petits-bourgeois, devenus rentiers par la grâce d'un héritage, consommer leur fortune dans des entreprises dont ils s'entichent sans en avoir la capacité. Mais il aurait fallu pour cela adopter un point de vue hostile au Progrès, pour ne pas dire réactionnaire, et donc peu compatible avec la prise en compte du saint-simonisme.

Le point de vue adopté par Bernard Jouve renverse l'obstacle en montrant dans Petit, mais aussi dans sa mère et dans son fils, Paul, trois générations successives d'une famille qui s'est donné la mission spéciale d'expérimenter l'agriculture moderne à Vauzelles, dans l'Indre, sur des terres ingrates et même insalubres, avec l'objectif de venir en aide à une population paysanne misérable et souffrante. Le cas n'est à vrai dire pas tout à fait singulier ni premier dans les rangs utopistes: il suffit de songer à la fondation de Louis Rousseau à Keremma et au phalanstère des



Bernard Jouve, docteur pour la seconde fois

fouriristes à Condé-sur-Vesgres. Mais ce qui lui donne un relief particulier est la position centrale occupée par M^{me} Petit et par Alexis dans le monde saint-simonien. Montrer que deux adeptes de cette importance ont délibérément donné la priorité à l'*industrie agricole* (notion qui inclut mais déborde de beaucoup celle d'*agriculture industrielle*), c'est aller à l'encontre de la représentation historiographique courante, aux yeux de laquelle l'attention des saint-simoniens aurait été monopolisée par l'industrie ferroviaire et les grands travaux d'urbanisme. En filant le paradoxe jusqu'au bout, Bernard Jouve nous impose de considérer l'hypothèse de la fausseté de cette vision.

La première partie de la thèse brosse le fond de tableau en faisant le point sur les trois systèmes dont la succession paraît tracer une évolution: au départ, la physiocratie, cette première doctrine économique développée durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, de Quesnay et Turgot à Mirabeau, qui fonde la richesse sur la fécondité de la nature; à l'arrivée, l'agrarisme, ce mouvement plus diffus de la fin du XIX^e siècle, pro-agriculture et anti-libre-échangiste, auquel l'historien Pierre Barral a donné son nom et dans lequel il a rétrospectivement identifié une tendance de fond, « *de Méline à Pisani* »²; et, entre les deux, le saint-simonisme, qui aurait par conséquent quelque peu joué le rôle de chaînon intermédiaire.

La deuxième partie prend prétexte de poursuivre et terminer l'histoire du saint-simonisme pour évoquer les ressources à cet égard des correspondances actives et passives d'Alexis et de sa mère. C'est en particulier à partir de l'emprisonnement d'Enfantin à Sainte-Pélagie (donc à l'issue de la retraite de Ménilmontant) que monte en importance le rôle de Petit, affecté aux liaisons du prisonnier, puis volontaire pour l'accompagner en Égypte. Sa proximité avec le Père permet de comprendre l'abondance et l'intérêt

des papiers qu'il a thésaurisés avec une scrupuleuse dévotion. Les analyses qu'en livre Bernard Jouve démontrent que toute recherche d'ampleur sur le saint-simonisme se doit maintenant de faire étape à Châteauroux.

C'est dans la troisième et dernière partie qu'apparaît l'agriculture pratique et que le saint-simonisme agricole est exposé en lui-même et dans ses apparentements, depuis, en amont, la ferme modèle et inaugurale de Dombasle, en Lorraine, jusqu'à l'exploitation, en aval, de Ferdinand de Lesseps, à La Chesnay, dans l'Indre, en passant par Vauzelles et le domaine des Petit, mais aussi par Lancosme et les Crombez (voir plus bas à la rubrique VISITE), par le Midi et Jacques Ressayguier³, par les Landes et Pierre-Euryale Cazeaux. Sans oublier l'école d'agriculture de Jean Rieffel à Grand-Jouan, en Bretagne, qui intéressa fort plusieurs saint-simoniens, ni, bien sûr, Keremma.

Avec Bernard Jouve, tenons donc désormais pour acquise l'idée que loin d'avoir tourné le dos à l'agriculture, les saint-simoniens en ont partagé le souci et souvent même le goût. Il est à parier que cette exploration pionnière aidera à mettre en perspective d'autres connaissances (par ex. sur l'exploitation agricole algérienne dans laquelle s'est ruiné l'un des fils d'Arlès-Dufour, ou sur l'intérêt actif de Frédéric Le Play et de son fils Albert pour l'agronomie en leur domaine limousin de Ligoure) et qu'elle suscitera d'autres trouvailles et d'autres relectures.

Il suffit ainsi de taper les deux mots de « Pereire » et « agriculture » sur Google pour découvrir dans le numéro du 7 janvier 1875 du *Journal d'agriculture pratique* (p. 54-56), sous la plume de l'ingénieur Antoine Ronna, que les Pereire eux-mêmes ont investi dans le travail de la terre et l'amélioration de la situation paysanne, jusqu'à créer eux aussi une « ferme-modèle expérimentale » (à Caudos, en Gironde). À ce compte, le mot d'ordre de « *l'exploitation du globe* » avancé comme finalité ultime de l'activité humaine pourrait bien n'être pas réductible à une expression de productivisme, comme il y paraît de prime abord, mais préfigurer de quelque manière des préoccupations qui, sous les bannières de l'environnementalisme ou de l'écologisme, sont aujourd'hui en instance de (re)passer au premier plan.

✍ PHILIPPE RÉGNIER

1. Bernard Jouve, *L'Épopée saint-simonienne. Saint-Simon, Enfantin et leur disciple Alexis Petit, de Suez au pays de George Sand*, Paris, Guénégand, 2001, 320 p. Voir aussi « Vie et œuvre d'Alexis Petit », dossier du numéro 11, du *Bulletin de la Société des études saint-simoniennes*, décembre 2002, pp. 2-6

2. *Les Agrariens français, de Méline à Pisani*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1968.

3. Jacques Ressayguier devient le beau-frère de Michel Chevalier en épousant Marianne Chevalier, veuve de Bouffard, cité pages 7 et 8.

L'hypothèse du saint-simonisme d'Emmanuel Macron

Sous le titre *Saint-Simon ou l'anti-Marx*, un fort intéressant livre, paru en 2004, de l'historien Christophe Prochasson, actuel président de l'EHESP et qui fut le conseiller Enseignement supérieur et Recherche de François Hollande, a montré pourquoi, comment et au prix de quels réinventions, déformations ou affadissements de leurs messages respectifs, Saint-Simon et les saint-simoniens sont depuis fort longtemps convoqués chaque fois qu'une période de crise appelle des réformes en profondeur.

Il est clair qu'une source commune et majeure de l'épisode actuel est à chercher dans la Fondation Saint-Simon (1982-1999) et dans son projet d'une « République du centre », dont l'un des tenants se trouve avoir été Jacques Julliard.

C'est dans cette ligne qu'il convient de situer l'accueil flatteur fait par *Les Échos* à l'arrivée, en juin 1997, de Dominique Strauss-Kahn à la tête d'un grand ministère de l'économie, des finances et de l'industrie dans le gouvernement de Lionel Jospin (journal cité, 1^{er} novembre 1997). Plus récemment, maints commentateurs, dont certains autorisés, étaient allés dans le même sens à propos des encouragements à la production et de la « politique de l'offre » de François Hollande. Notre ami Pierre Musso avait contribué à lancer le mouvement le 4 décembre 2012, en signant dans *Libération* un article intitulé « Le hollandisme est un saint-simonisme ».

Par voie de messages électroniques, nous avons tenté, au fur et à mesure, d'informer les membres de la société des rapprochements faits ici et là entre la proposition politique d'E. Macron et le saint-simonisme. Mais le phénomène est apparu dès le début de la campagne pour l'élection présidentielle (voir l'entretien radiophonique du 9 mars 2017 retranscrit p. 13). Et nos capacités d'observation et de rediffusion ont été par la suite bien débordées par le flux.

Récapitulons donc, sommairement.

Il semble que les exégètes les plus rapides aient été Philippe Dujardin (« Le radical-socialisme du couple Collomb-Macron est celui d'une France citadine », *Le Monde*, 17 mai 2017), Jacques Julliard (« Macron et le retour de Saint-Simon », *Le Figaro*, 2 juillet 2017), et notre ami Pierre Musso (« Et l'industrie naquit dans les monastères », *Le Monde diplomatique*, 11 juillet 2017). L'occasion de préciser sa pensée a été donnée à Ph. Dujardin par une conférence qu'il a prononcée à Oullins le 15 décembre suivant (et dont il a bien voulu nous autoriser à faire circuler la version écrite). Quelques mois plus tard, P. Musso récidivait à son tour dans *Le Monde* en compagnie de Bruno Cautrès (« Ce que Macron doit à Saint-Simon ») et « Nous sommes en train de redécouvrir l'importance de la pensée industrialiste », 1^{er} mars 2018.

Deux essais datant tous deux d'octobre 2017 doivent par ailleurs être mentionnés :

- Brice Couturier, *Macron, un président philosophe*, aux éditions de l'Observatoire, pour son 5^e et dernier chapitre « Entre Saint-Simon et Schumpeter » ;
- Jean-Noël Jeanneney, *Le moment Macron*, au Seuil, pour son sous-chapitre « Les saint-simoniens, lentement » (p. 60-76).

Enfin, nous reproduisons page suivante le texte intégral de l'intervention publiée dans la page « Idées » de *Libération* du 23 mars dernier par sept membres du projet SAINT-SIMONISME 18-21 et/ou de la Société des études saint-simoniennes¹. Ils appellent à se garder des interprétations réductrices ou univoques et invitent à prendre en compte l'état des connaissances.

✍ PH. R.

1. Michel Bellet, professeur de sciences économiques, université de Saint-Étienne; Ludovic Frobert, directeur de recherche au CNRS; Juliette Grange, professeure de philosophie, université de Tours; Antoine Picon, historien, directeur de recherches, École des Ponts Paris-Tech; Christine Planté, professeure émérite de littérature française et d'études sur le genre, université Lyon 2; Philippe Régnier, directeur de recherche au CNRS, secrétaire général de la Société des études saint-simoniennes; Michèle Riot-Sarcey, historienne, université Paris VIII. Tous membres du projet Agence Nationale de la Recherche (ANR) Saint-simonisme 18-21.

LE MACRONISME EST-IL UN SAINT-SIMONISME ?

Depuis l'élection d'un *outsider* ambitionnant de transcender les antagonismes partisans, son apparemment saint-simonien est en passe de devenir une idée reçue. Ou plutôt une forme de légitimation, d'autant plus tentante que la référence reste pour beaucoup une sorte de mystère.

Sauf à vider le « saint-simonisme » du potentiel utopique qu'il offre à notre époque de crise, rien ne serait pire que de le réduire, comme le fit naguère la Fondation Saint-Simon, à être la bannière d'un néo-libéralisme oublieux de ses origines mêlées avec le « socialisme » – un mot que les saint-simoniens employaient contre l'individualisme des possédants de leur époque.

C'est un fait que, de l'extrême-gauche au bonapartisme en passant par le libéralisme et le républicanisme, ce « *parti des travailleurs* » constitua un défi pour les catégories héritées des assemblées de la Révolution : la gauche, la droite et le centre. Car furent saint-simoniens, *en même temps* : Michel Chevalier, l'inspirateur en 1860 du traité de libre-échange avec l'Angleterre ; les frères Pereire, les entrepreneurs du premier chemin de fer français pour voyageurs et les financiers des grands travaux à l'origine de l'essor économique des années 1850-1860. Mais aussi Saint-Amand Bazard, qui exposa, dès 1828, la nécessité d'aller vers l'abolition de « *l'exploitation de l'homme par l'homme* » ; Jean Reynaud, dont les prédications contre l'accaparement des instruments de travail par les « *oisifs* » passent pour avoir allumé l'insurrection des canuts de Lyon en novembre 1831 ; ou bien Prosper Enfantin, qui engagea un élan de libération des femmes et qui, devenu le promoteur de la ligne Paris-Lyon-Méditerranée, la PLM, porta jusqu'à Lesseps le projet du canal de Suez ; ou encore Hippolyte Carnot qui, ministre de l'Instruction de la Seconde République, jeta les bases de la politique scolaire républicaine à laquelle Jules Ferry devait attacher son nom. Et puis, Urbain, le guyanais, converti à l'islam sous le nom d'Ismaïl et devenu le défenseur des musulmans d'Algérie. Son intime, le juif Gustave d'Eichthal, apôtre d'une fusion des « races ». Suzanne Voilquin, qui dirigea, en 1832, le premier journal écrit par des femmes pour les femmes, *La Femme libre*. Ou Charles Lemonnier qui, depuis Genève, présida vingt ans une ligue pacifiste prônant une fédération européenne et une « Organisation mondiale des nations »...

Chercheurs de différentes disciplines des sciences humaines et sociales (histoire, économie, philosophie, littérature, études de genre), nous nous sommes réunis, avec des descendants ou des admirateurs de ces inventeurs sociaux refoulés du grand récit national, autour du projet de revisiter Saint-Simon et les saint-simonismes – car ce mouvement fut pluriel. Qu'on nous permette à ce titre quelques remarques.

Loin d'être un apologiste de la croissance en soi, Saint-Simon lança à la fois « *l'industrialisme* » et un « *nouveau christianisme* ». En un temps encore focalisé sur la propriété foncière et la rente, il eut la lucidité de comprendre que la société était en voie de se restructurer tout entière « *pour et par l'industrie* », entendue au sens large de travail intelligent. Le même soutint l'idée d'une « *réorganisation de la société européenne* » construite sur

l'union des deux pays les plus avancés dans l'industrie et dans la politique : l'Angleterre d'alors (transposons à l'Allemagne d'aujourd'hui), et la France issue de 1789. Cette réorganisation en profondeur aurait été impulsée par un Parlement européen, d'un esprit si peu technocratique à cette époque de monarchies absolues, qu'il se composait de représentants

- 1) appartenant au grand nombre des citoyens instruits et productifs, y compris les non-possédants ;
- 2) élus nationalement par la masse des citoyens alphabétisés ;
- 3) préparés de par leurs activités même à s'élever à un « *patriotisme européen* ».

Par un paradoxe auquel il vaut la peine de réfléchir, c'est Isaac Pereire, alors financier débutant, qui, dans une note séminale de 1828, prolongea la vision de Saint-Simon sur l'organisation industrielle de la société en stipulant que ce changement passait par la transformation du régime de la propriété individuelle en un régime de « *propriété sociale* » des « *instruments de production* ». Ce qui demeure la définition même du socialisme dit « marxiste ». N'en déplaise donc à la gauche, à la droite et au centre, cette définition (non étatiste) fut bel et bien française avant de devenir internationale, et elle se trouve avoir été à l'origine une idée et une pratique de banquiers.

Mais de banquiers ambitionnant de développer les banques, le crédit et le système alors naissant de l'actionnariat pour mettre lesdits « *instruments de production* » à la disposition des « *travailleurs* », selon le critère de la compétence et dans le cadre d'une « *politique industrielle* » doublée d'une « *politique européenne* ». De banquiers associés, comme on sait, à des polytechniciens, tournés non seulement vers les ingénieurs, mais aussi, et en priorité, vers le peuple. En combinant des mots de Condorcet repris à son compte par Saint-Simon, ces « *premiers de cordée* » étaient parvenus à un théorème de sciences économiques et politiques dont l'actualité devient de jour en jour plus vive en notre XXI^e siècle d'extrême concentration de la richesse : « *Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, physique et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre* ».

Les griefs qui, en 1832, valurent aux saint-simoniens d'être condamnés et dispersés par la justice aux ordres du gouvernement libéral mais pas social de Louis-Philippe méritent d'être signalés. Le procureur du roi leur reprocha d'avoir commis une « *escroquerie* » en acceptant pour leur mouvement organisé en parti de masse le legs testamentaire d'un de leurs disciples fortunés. Le geste était une insupportable préfiguration de la mise en extinction de l'hérité des instruments de production. Mais la plus inexcusable de leurs infractions à l'ordre resta d'avoir proféré des doctrines d'égalité des sexes et d'émancipation des femmes mettant en cause les mariages négociés devant notaire, l'interdiction du divorce et la prostitution...

Espérons que, quels que soient leurs appartenances et leur *genre*, les théoriciens, les militants et les dirigeants politiques désireux de renouveler leur inspiration à ces sources sauront s'élever à une semblable capacité d'anticipation dans tous les domaines et à une même détermination dans la mise en pratique.

La sortie berrichonne du 15 au 18 septembre 2017

Vendredi 15 septembre. Il fait beau dans les faubourgs de Châteauroux, au début de l'après-midi de ce vendredi de la mi-septembre, lorsque les premiers arrivants abordent les Archives départementales de l'Indre, imposants bâtiments de deux étages aux façades blanchies et aux toits d'ardoise construits par la Troisième République en forme de couvent laïc, dans la dernière décennie du XIX^e siècle, pour abriter l'École normale destinée à la formation des institutrices. C'est toutefois dans le hall de la partie ultramoderne des locaux, non moins monumentale, et greffée sur l'ancienne par l'architecte Alain Sarfati (l'auteur, à Roubaix, de la réhabilitation des Archives nationales du monde du travail), qu'ils retrouvent l'organisateur de la sortie, le D^r Jouve, tout frais émoulu de sa thèse d'histoire en Sorbonne, bientôt rejoint par la toute nouvelle directrice des lieux, la chartiste Anne Gérardot. M^{me} Christine Adrien, de l'Association Lesseps, et son fils se sont joints aux membres de la Société.

M^{me} Gérardot entreprend aussitôt de faire visiter l'établissement à notre groupe, en commençant par la salle de lecture, le jardin intérieur accessible aux lecteurs et les magasins, qui offrent aux documents des conditions de conservation parfaitement conformes aux normes actuelles. Réparties par étages, les archives, qui ont mission de collecter et conserver la mémoire du département, occupent seize kilomètres de rayons. Elles s'accroissent, chaque année, de plus de 300 mètres. Une fois introduits dans le saint des saints, nous avons le privilège de voir dérouler sous nos yeux quelques-uns des manuscrits les plus anciens : des parchemins en provenance du château et du monastère médiévaux de Déols.

Puis la visite se poursuit par les pièces techniques où les documents entrent, sont triés, en partie détruits, en partie retenus, au besoin décontaminés, enfin classés et mis en boîte, jusqu'à une salle de réunion où nous attend le vif du sujet : quelques cartons du fonds Petit, choisis par le D^r Jouve pour représenter un ensemble qui, au total, n'en compte pas moins de vingt-huit.

Que de chemin parcouru depuis les années 1990, lorsque les Archives départementales habitaient encore en centre-ville à proximité immédiate du Château-Raoul ! Donnés en 1940 par Frédéric Soëhnée, lui-même conservateur des Archives nationales et petit-fils d'Alexis Petit en lignée maternelle, ces papiers dormiraient probablement encore dans l'oubli si, la curiosité de notre ami ayant été éveillée par de maigres on-dit relatifs à une implantation saint-simonienne dans le hameau de Vauzelles, il n'était allé trouver le conservateur de l'époque, Marc du Pouget, pour lui demander si, par chance, il n'avait pas dans ses rayons de quoi étayer la légende locale. Encore avait-il fallu une rare conscience archivistique de la part de Petit et de sa descendance, relayée par la compétence professionnelle des



La demeure des Petit à Vauzelles

archivistes successifs de l'Indre, pour que rien de fâcheux ne fût entre temps arrivé à ce fonds familial, suffisamment riche de correspondances et de documents proprement saint-simoniens pour pouvoir être considéré comme le fonds saint-simonien le plus important de province. Après avoir raconté sa découverte, Bernard Jouve en décrit le classement à grands traits en s'appuyant sur le catalogue dactylographié qu'il a contribué à en établir. En 2013 et 2014, pendant qu'il préparait sa thèse, une ingénieure CNRS du LIRE, Françoise Truxa, a photographié l'intégralité des éléments relatifs au saint-simonisme afin d'en permettre l'étude sur ordinateur. Reste cependant à répertorier les clichés et, en concertation avec la direction de l'établissement, à les utiliser de manière à donner au fonds la notoriété qu'il mérite.

La soirée n'est pas de trop, à La Châtre, dans la très belle maison ayant appartenu au D^r Papet (celui-là même qui soigna Frédéric Chopin) et où les Jouve ont préparé un lunch à notre intention, pour admirer les dernières acquisitions du riche cabinet de curiosités de notre hôte et continuer à assimiler les pièces du puzzle du saint-simonisme et du para-saint-simonisme berrichons : le colon de Vauzelles, Petit, apôtre dévoué corps et âme à Enfantin, originaire de Meaux (Seine-et-Marne), sa mère, « M^{me} Petit », femme puissante par l'argent et par le caractère, qui subventionna largement, et à perte, le journal *Le Globe*, avant de s'associer à un autre ancien de Ménilmontant, Bouffard, pour acheter la propriété de Vauzelles et en faire une ferme modèle, et le fils du fils, Paul Petit, ingénieur agronome ; la célèbre voisine, George Sand, qui résista obstinément aux avances des enfantinistes et de leur chef, mais entretenait un dialogue idéologique exigeant avec eux à travers ses romans féministes et sociaux ainsi que par sa correspondance ; le philosophe et journaliste Pierre Leroux, mentor de George et son ami, qui, avec l'appui financier de la romancière, tenta avec ses frères de fonder à Boussac, dans la Creuse toute proche,



Un salon du château de Lancosme (Vandœuvres)



Extérieur d'une annexe du château

une communauté vouée pour une part à l'imprimerie et pour une autre à l'agriculture; mais aussi – saint-simoniens d'inspiration sans en avoir jamais partagé l'obédience – le héros du canal de Suez, Ferdinand de Lesseps, cultivateur en son château de La Chesnaye, à Guilly (Indre), ainsi que, trouville la plus récente du D^r Jouve, les usiniers belges Benoît Crombez (1785-1854), le père, bienfaiteur de Tournai, et son fils Louis (1818-1895), qui firent de leur château de Lancosme (Vandœuvre, Indre) et des immenses terres et bois attenants, le territoire d'un projet social sans autre autorité que la leur, mais, n'étaient la supériorité de leurs moyens et de leurs capacités, d'un utopisme paternaliste à bien des égards très comparable à celui des Petit. Autant de personnages qui ne sont pas tous devenus célèbres, mais qui composent un assemblage harmonieux et riche de sens, tel le savoureux pâté berrichon copieusement servi, entre autres mets, par notre hôtesse: porc, veau, épices, herbes et œufs durs, le tout enrobé dans une pâte feuilletée bien dorée.

Samedi 16. En milieu de matinée, notre cortège de voitures se gare à Vauzelles (commune de Velles) devant les grilles de la propriété acquise en 1833 par Bouffard et par M^{me} Petit. La grisaille n'empêche pas d'apprécier depuis l'extérieur le caractère de la grande demeure aristocratique à un étage, édifiée en 1726 sur un ancien château à motte par le seigneur de l'endroit, Jean de la Faire. Nous y sommes accueillis par l'actuelle propriétaire, M^{me} de Saint-Mars, qui, dans la bibliothèque, nous en explique les aménagements modernes et nous aide à imaginer la disposition des lieux à l'époque des Petit. Plus aucun interdit ne pèse sur ces souvenirs restés sulfureux jusqu'au jour où, au xx^e siècle, comme le raconte Bernard Jouve, un prêtre, alarmé en particulier par le séjour chez Petit du défroqué Jean Terson, se chargea de les exorciser pour en délivrer les habitants... Le vin de cerises maison que nous sommes plus d'un à goûter à l'apéritif ne doit fort heureusement rien au Noah, ce plant américain testé avec succès par Paul, le fils d'Alexis, contre les ravages du phylloxera, mais qui passe pour produire un

vin « *qui rend fou* ». Quelques pieds en subsistent sur la propriété, dûment recensés par les spécialistes, nous confie M^{me} de Saint-Mars en nous raccompagnant.

Un saut de voiture, et nous voici dans la forêt de Lancosme, tout près des étangs de la Brenne. Une allée bordée de villas nous amène au pied d'un château dont le style néo-gothique flamand ne laisse pas de surprendre au voisinage du Val-de-Loire. Nous y sommes introduits par M^{me} Fabienne Darré, et son mari, le photographe Claude-Olivier Darré, au nom de la communauté toute laïque qui, en 1985, a racheté les immeubles et les terrains alors possédés par l'archevêché de Bourges et dévolus à une école d'agriculture. Réunis par leur seul désir de vivre au large et dans un cadre agréable, sans autre règle, si l'on peut dire, que le plaisir de déjeuners pris ensemble dans la grande salle à manger, les membres de cette communauté y sont installés dans des appartements privés et partagent les parties communes du rez-de-chaussée, qu'ils ont restaurées dans des styles variés, du gothique au Second Empire, et qu'ils prêtent ou louent à différentes occasions, ainsi lorsque les Parfums Lancôme tiennent à faire visiter les lieux éponymes de leur marque à des clients asiatiques. Comme le D^r Jouve le montre dans sa thèse et l'expose dans la bibliothèque après le déjeuner (apporté par un traiteur dans la salle à manger néo-gothique), l'intérêt de la comparaison avec Vauzelles tient non seulement à la proximité géographique, mais surtout à un parallélisme fascinant: dans les deux cas, de riches bourgeois philanthropes et leurs héritiers qui engloutissent avec obstination l'essentiel de leur capital dans l'amélioration de terres ingrates en important des procédés empruntés aux débuts de l'agriculture industrielle et en se donnant pour finalité le mieux-être de populations misérables. Seules diffèrent l'échelle du terrain d'expérimentation, l'ampleur des moyens mis en œuvre, et la gamme des activités favorisées: les Crombez cultivent 5 700 ha répartis entre 34 fermes et utilisent leurs bois pour alimenter une usine de fonte au charbon de bois, Louis finançant de surcroît la construction d'une école et d'une nouvelle mairie... Bien qu'ils débutent dix ans plus tard et bénéficient par conséquent, par rapport aux Petit, des progrès techniques acquis



Une fresque de l'église Saint-Laurent (Lourouer)

entre temps, ces patrons, animés par une foi catholique dont témoignent les proportions de la chapelle bâtie auprès du château, ne réussissent toutefois guère mieux. L'usine à fonte distinguée pour sa modernité lors de l'Exposition universelle de Paris en 1855 (celle-là même dont Arlès-Dufour est le grand ordonnateur) est vite dépassée par ses concurrentes utilisant la houille au lieu du charbon de bois, de telle sorte que, tout comme les terres amendées à grands frais, elles ne produisent elles aussi qu'à perte.

Mais il faut croire que cette forêt, ces prairies, ces lacs et ces bâtisses sont hantés par une inspiration progressiste. Car nous ressortons rêveurs de la visite que M. Darré nous fait faire après déjeuner des espaces de travail naguère occupés par l'école d'agriculture où il a installé sa petite entreprise, Lancosme Multimédia : conjuguer ainsi le travailler ensemble, le vivre ensemble, et le goût pour un environnement préservé, ne serait-ce pas l'anticipation d'une sorte de saint-simonisme écologique ?

Dimanche 17. Pluies intermittentes mais tenaces et abondantes. La pause dominicale est mise à profit pour des visites culturelles. Notre guide entraîne les plus matinaux sur la petite place du village de Lourouer, à quelque 3 km de Nohant, pour leur montrer les merveilles de l'église romane Saint-Laurent : des fresques médiévales progressivement redécouvertes depuis 1981, et d'une émouvante authenticité par leur évocation au présent du XII^e siècle, si l'on peut dire, de scènes de la vie du Christ. Ainsi mise en appétit, la fraction des amateurs d'art médiéval se transporte alors au village voisin de Vic pour admirer les fresques de l'église Saint-Martin, de même époque mais dégagées depuis bien plus longtemps des enduits qui les avaient masquées, puisque c'est George Sand elle-même, qui intercèda auprès de Mérimée en 1849 pour obtenir leur classement. Le déjeuner dans le cadre chaleureux de l'auberge de « La Petite Fadette », à proximité immédiate du château de l'écrivaine, est l'occasion pour toutes et tous de remercier le D^r Jouve pour les petites et grandes entrées prodiguées tout au long du périple. S'ensuit la dispersion

du plus grand nombre, mais non la fin des explorations : pour celles et ceux qui ne s'en sont pas donné le plaisir avant le déjeuner, l'après-midi est consacrée à la maison et au domaine de George Sand, envahis par une foule de curieux attirés par les Journées du Patrimoine. Que d'accroissements et d'embellissements pour ce lieu de mémoire depuis le début des années 1960 où, jeune sous-préfet, Michel Levallois s'employait à racheter le mobilier du rez-de-chaussée vendu à l'encan par le sigisbée d'Aurore Sand, faisait rependre au plafond de la salle à manger le lustre vénitien donné par cette dernière à l'un de ses prédécesseurs, suscitait l'installation d'un guidage audio dans les pièces ouvertes à la visite et stimulait l'organisation d'une semaine annuelle de concerts à la belle saison...

Lundi 18. Cédant à des suppliques répétées, Bernard Jouve guide un dernier pèlerinage pour un *happy few* réduit à une seule voiture. Le but est, dans l'avenue Pierre Leroux qui conduit à la gare de Boussac (Creuse), au fond d'un jardin protégé par des grilles et dominé par un arbre de belle taille ceinturé de buis, une puissante longère transformée en maison de maître. Elle jouxte le square Pierre Leroux où, depuis 1903, trône la statue de Pierre Leroux assis, par le sculpteur Dumilâtre. À en croire la tradition historiographique et la mémoire locale, incarnée notamment par les aimables propriétaires, M. et M^{me} Amichaud, c'est là cette « maison de la Creusette », située sur le « domaine des Bruyères », que Pierre Leroux aurait achetée le 22 avril 1846 et confiée à l'un de ses frères pour y mener une expérience d'agriculture nouvelle. Depuis deux ans déjà, le philosophe avait installé dans le bourg sa famille, sa tribu militante et la machine à composer dont il était l'inventeur. Il était attiré en ces lieux par l'absence de concurrence dans son métier d'imprimeur et par la proximité, à une quarantaine de kilomètres, de son amie et pourvoyeuse de fonds et de travail, la dame de Nohant. Après avoir indiqué que les combles avaient été occupés par des chambres mansardées destinées aux ouvriers agricoles, puis attiré l'attention sur l'arbre, planté par Leroux, toujours à en croire la tradition orale, ainsi que sur le puits, lui aussi réputé remonter à son époque, M. et M^{me} Amichaud mettent le petit groupe sur la piste de l'emplacement de son imprimerie : au centre de Boussac, place Carnot, un grand bâtiment à deux étages faisant fonction d'école primaire. En cet endroit, sinon dans cet immeuble probablement reconstruit depuis lors, mais rebaptisé du nom de l'une de ses plus vaillantes disciples, l'institutrice saint-simonienne et socialiste Pauline Roland, Leroux imprima sa *Revue sociale* et plusieurs de ses propres textes, dont son maître ouvrage, *De l'Humanité*. Si l'on sait que, comme le D^r Jouve l'indique dans sa thèse, Leroux, de Boussac, envoya deux de ses fils à Vauzelles, à M^{me} Petit, pour qu'elle leur enseigne l'agriculture par l'exemple, la boucle saint-simonienne berrichonne était par ce dernier aperçu bel et bien bouclée.

✍ PHILIPPE RÉGNIER

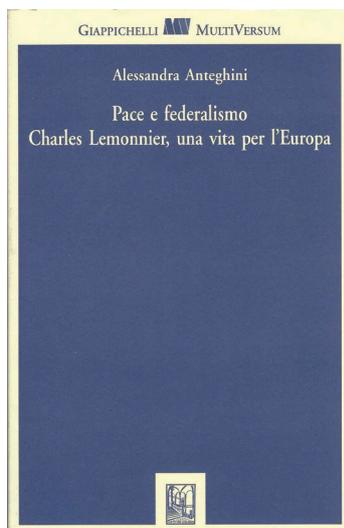
Alessandra Anteghini, *Pace e federalismo. Charles Lemonnier, una vita per l'Europa*, G. Giappichelli Editore, Torino, 2006, 379 p., 39 €.

Lemonnier (1806-1891) est presque inconnu en France alors que son épouse Élisabeth, l'instigatrice de l'enseignement professionnel pour les jeunes filles, dont on peut lire la biographie sur Wikipédia, a donné son nom à plusieurs établissements scolaires et rues à Paris et en province.

Vraisemblablement, cette situation singulière est-elle à mettre en rapport avec le choix de Lemonnier de parler non pas depuis le territoire national, où sévit la censure bonapartiste, mais depuis Genève, terre de refuge, dans les années 1860-1870 déjà, pour les esprits cosmopolites aussi bien que pour les dissidences religieuses ou politiques. Contrairement à Michel Chevalier et à Frédéric Passy, lesquels estimaient pouvoir séparer la cause de la paix des revendications de liberté civique et d'égalité sociale réprimées par l'Empire, il voyait en effet dans la fin des monarchies et la réduction des inégalités les conditions *sine qua non* d'un ordre international pacifique sur le vieux continent.

C'est le grand apport de l'ouvrage d'Alessandra Anteghini, qui a enseigné la philosophie politique à l'université de Gênes, que de restituer à son action militante la hauteur de vue et la cohérence intellectuelle expliquant la stature internationale qu'il acquit et l'autorité dont il fut investi, vingt ans durant, à la tête de la Ligue de la paix et de la liberté. Mais bien qu'un chapitre entier soit consacré à situer la formation et les idées de Lemonnier dans la sphère de l'école saint-simonienne, l'auteure a dû chercher l'essentiel de sa documentation ailleurs qu'à l'Arsenal, en dehors du créneau chronologique et sans l'étiquette du saint-simonisme militant. Car si l'on excepte les brochures de jeunesse publiées à Paris et dans le Midi toulousain au nom de la « Religion saint-simonienne » et les collaborations assidues, sous le Second Empire, à la *Revue philosophique et religieuse* (relue, depuis peu seulement, à la suite des travaux d'Emmanuel Glevé sur Brothier), le corpus des écrits de Lemonnier se compose avant tout d'articles parus dans des revues et des journaux restés, bien à tort, à l'extérieur du champ de vision parisiocentré, si l'on peut dire, des études saint-simoniennes : *La France méridionale* (Toulouse), *la Revue du Midi* (Nîmes), *Le Phare de la Loire* (Nantes) et *Les États-Unis d'Europe* (Genève). Pour incomplète qu'elle soit du côté des manuscrits, la bibliographie procurée par A. Anteghini a de bonnes chances d'avoir inventorié la plupart des écrits périodiques imputables à Lemonnier. L'érudition saint-simonienne ressort donc elle aussi enrichie de cette fouille.

À présent qu'agriculture et agronomie font elles aussi partie de son domaine, il n'est pas indifférent d'apprendre par



exemple que – comme le fils d'Alexis Petit –, l'un des deux fils de Lemonnier, Louis, a fait ses études à l'école d'agriculture de Grand Jouan, en Bretagne, avant de prendre la direction de l'exploitation familiale à Montpinier (Tarn).

L'hypothèse plus centrale, discutée mais non démontrée, d'une appartenance maçonnique de Lemonnier est surtout l'occasion de mettre en lumière son implication, dès les lendemains du coup d'Etat bonapartiste, dans tout un milieu de libres-penseurs et de francs-maçons déclarés qui trouvera un lieu d'expression dans *L'Opinion nationale*, le grand quotidien politique d'opposition d'Adolphe Guérout. Voilà qui ne va pas tout à fait sans décalage, au moins apparent, avec la position sociale conquise par l'ancien professeur de

philosophie du collège de Sorèze, devenu avocat d'affaires et, sur la recommandation d'Enfantin, l'avocat des Pereire et leur chef du contentieux pour la compagnie du chemin de fer du Nord, avant de se retrouver à leurs côtés dans l'équipe de direction du Crédit mobilier, l'instrument financier par excellence de la politique économique de Napoléon III. Curieusement, ce fait, brut, n'interroge pas A. Anteghini. Mais elle n'en montre pas moins le choc idéologique éprouvé à la suite du Deux Décembre, solidairement avec l'ensemble des républicains et des socialistes.

Parmi d'autres dans le même sens, glanées à travers ses articles retrouvés, une citation de Lemonnier résume fort bien son

identité politique tout en donnant la clé, néokantienne, de la doctrine qu'il élabore peu à peu sur les ruines de la doctrine saint-simonienne et après l'échec de la Révolution de 1848 : « *Pour nous, le principe du socialisme est le même que le principe de la République, et ce principe unique est : le respect absolu de l'autonomie de la personne humaine.* » (Cité d'après A. A., p. 60 ; cf. p. 270-272.) Son fédéralisme même en découle, dans la mesure où il transpose à l'échelle de la vie internationale le respect de l'autonomie individuelle prôné à l'échelle de la vie conjugale, de la vie municipale et de la citoyenneté nationale. Aussi bien préconise-t-il comme le meilleur et le plus juste moyen d'opérer « la transformation sociale [...] l'établissement et l'entretien par les communes, par la fédération européenne, d'un système complet d'éducation et d'instruction, laïque et gratuite pour toutes et pour tous à tous les degrés, obligatoire au niveau primaire, établissement auquel il serait pourvu au moyen d'un impôt sur le revenu. » (Cité d'après A. A., p. 162.)

Partisan, à la suite de Saint-Simon, du désarmement – thème qu'il retrouve avec plaisir dans le discours empreint de « sentiment républicain » prononcé par Hippolyte Carnot pour l'inauguration de l'Exposition universelle de Paris en 1889 –, Lemonnier ne se contente pas de philosopher. Faisant de la Ligue de la paix et de la liberté à la fois un cadre de réflexion collective et un embryon d'institution

internationale, il est avec ses amis au premier rang pour pousser une série d'avancées que le septième et dernier chapitre consigne à juste titre comme des « résultats » de leur militance : les débuts d'une codification du « droit des gens » (le droit international) concrétisée par la création en 1873, à Gand, de l'Institut de Droit International ; l'idée de la création d'un tribunal international dont les arrêts soient appuyés par une force internationale ; la proposition de déclarer *neutres* les zones de conflit les plus chaudes afin de prévenir les risques de guerre (le futur canal de Panama, le Danube, le Congo, l'Alsace-Lorraine, le Bosphore et les Dardanelles, les Etats des Balkans) ; la formation d'une Union interparlementaire ; enfin, l'instauration, peu après sa mort, d'un Bureau international de la Paix.

Dominique Bournazac de David de Lastours, *Histoire de Cazilhac. De la terre de Cassius au saint-simoniens Michel Chevalier et à la famille Leroy-Beaulieu*. Préface de Jean Tulard, Cirey-les-Mareilles (F 52700), Éditions Lampsaque, collection « Histoire et Hôtels particuliers », 2016, 24,5 cm x 28,5 cm, 301 p., 55 €.

Grâce au goût de l'histoire et à la piété familiale de Remi Leroy-Beaulieu, leur propriétaire jusqu'en 2015, le château et le domaine de Cazilhac font l'objet d'un beau livre, abondamment illustré, qui ne cache pas son ambition de célébrer du même geste celui qui fut le « lieutenant » d'Enfantin et ceux qui firent fructifier son héritage tant intellectuel que matériel, à savoir les Leroy-Beaulieu – le lien entre les deux lignées s'opérant pour commencer au niveau de Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916), le gendre de Chevalier, dont il avait épousé la seconde des quatre filles, Cordélia, et son successeur dans la chaire d'économie politique qu'il occupait au Collège de France.

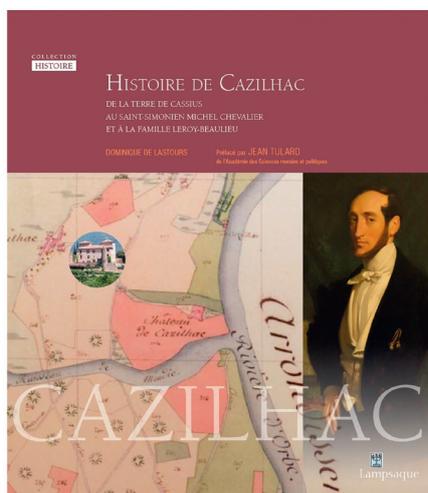
Situé à une vingtaine de kilomètres de Lodève, au cœur d'une campagne viticole, le château, aujourd'hui cédé à Arthur Leroy-Beaulieu, le fils cadet de Remi, conserve assez d'éléments médiévaux pour évoquer les activités guerrières de ses occupants sous l'Ancien Régime, les seigneurs de Peyrottes. Les deux derniers rejetons de la lignée ne furent-ils pas suspectés, en 1797, d'avoir été des bandits de grand chemin en même temps que des activistes contre-révolutionnaires ? À peine en possession des lieux, qu'il acheta en 1850 en association avec son beau-père, l'industriel René Fournier, ainsi qu'avec un frère de ce dernier, Benjamin Fournier, Chevalier s'empressa d'y construire un impressionnant aqueduc à la romaine, aussi bien pour irriguer les terres que pour actionner, par l'énergie hydraulique, les foulons d'une petite usine textile par l'énergie hydraulique et, de surcroît, produire de l'électricité au moyen d'une turbine. Mais ses visées géopolitiques,

attestées par son rôle prééminent dans la conclusion du traité de libre-échange entre la France et l'Angleterre, les plans du projet de tunnel sous-marin sous la Manche qu'il initia en 1874 et la concession qu'il avait obtenue du Nicaragua en 1869 pour le percement d'un canal interocéanique, ne l'empêchèrent pas d'œuvrer à l'extension territoriale de Cazilhac ni de veiller à la qualité de son cheptel, récompensée en 1860 par un premier prix au concours agricole de Montpellier dans la catégorie de l'espèce bovine mâle.

L'ouvrage de Dominique de Lastours est véritablement une somme, qui a le grand mérite de préciser et d'enrichir par maintes informations de première main, dûment référencées, le substantiel article naguère procuré par Henri Leroy-Beaulieu (1910-1991)¹ et dont avaient profité les notices rédigées pour les pièces prêtées par son fils Remi à l'exposition de l'Arsenal de 2006-2007 sur « Le siècle des saint-simoniens ». C'est ainsi, pour ne retenir que cet aspect, que l'examen des documents notariaux livre ici une description détaillée et une évaluation chiffrée des biens immobiliers et mobiliers possédés par Chevalier au terme de sa longue vie. Outre Cazilhac, ceux-ci comprenaient notamment : le domaine et le château de Montplaisir, son autre et principale résidence héraultaise, aux portes de Lodève ; et ses *deux* hôtels particuliers parisiens, au 5 rue

Christine (actuelle rue Leonard de Vinci) et au 27 de l'avenue de l'Impératrice (actuelle avenue Foch) – ce dernier, de loin le plus grand (deux étages occupant 648 m² sur un terrain de 2949 m²), ayant été vendu en 1913 pour un montant de 2,5 M de francs or (8,5 M d'euros) puis démolie pour faire place à deux immeubles de rapport (les 27 et 27 bis de l'actuelle avenue Foch). Aussi bien la déclaration de succession établie en 1914 après la mort de sa veuve s'élevait-elle à « 3 813 018,72 francs, soit environ treize millions d'euros ».

Les curieux et les chercheurs apprécieront de trouver dans les annexes une longue notice retraçant les acquisitions de terrain de Michel Chevalier à Paris sous le Second Empire ; une page consacrée à ses frères, en particulier à Auguste ; une esquisse de la généalogie des Chevalier du xvii^e siècle jusqu'aux mariages qui les apparentèrent, entre autres affinités saint-simoniennes, aux Le Play, aux Leroy-Beaulieu et aux Pereire ; une généalogie des Leroy-Beaulieu de 1789 à nos jours ; et, pour finir, une généalogie descendante de Michel Chevalier et de ses quatre filles jusqu'à nos jours également. Sachant la nature orageuse et le caractère épisodique des relations du conseiller économique de Napoléon III avec celui qu'il ne voulait surtout plus appeler « le Père », ils remarqueront sans doute avec surprise, au passage (p. 157), un beau portrait



photographique d'Enfantin en vieillard, dont il n'existe pas d'autre exemplaire.

Le livre refermé, on se prend à rêver qu'aujourd'hui réunies et, semble-t-il, à l'abri de circonstances comme celles qui ont dispersé la bibliothèque de Chevalier à Montplaisir, les archives privées des Leroy-Beaulieu, incluant ses papiers et sa correspondance, puissent un jour prochain, devenir intégralement accessibles à des études spécialisées, ne

serait-ce que sous forme de copies numériques qui en assureraient en même temps la sauvegarde.

✍ PHILIPPE RÉGNIER

1. Henri Leroy-Beaulieu, *Histoire des propriétaires de Montplaisir*, tiré à part de Jean-Denis Bergasse dir., *Hommage à Jacques Fabre de Morlhon 1913-1976*, in *Mélanges historiques et généalogiques Rouergue – Bas-Languedoc*, Albi, 1978, 36 p. Cote BnF: 8-LK2-10720.

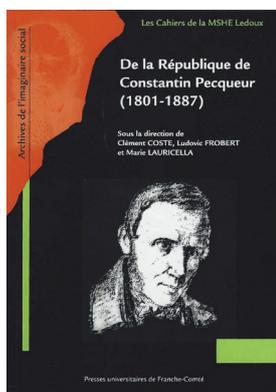
ON NOUS A SIGNALÉ



Thomas Bouchet, *De colère et d'ennui*. Paris, chronique de 1832, Paris, Anamosa, 2018, 192 p., 18 €.

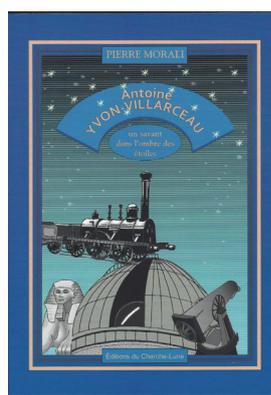
Un roman historique imaginé et certifié par l'historien Thomas Bouchet, secrétaire de rédaction des *Cahiers Charles Fourier* et spécialiste, entre autres, de l'insurrection républicaine de juin 1832, concomitante avec les débuts publics de la retraite religieuse

décidée par Enfantin. Notamment pour le vrai-faux personnage d'Émilie, la saint-simonienne, qui prêche la cause des femmes sur la colline de Ménilmontant et dont le modèle avoué est Claire Démar.



Clément Coste, Ludovic Frobert et Marie Lauricella dir., *De la République de Constantin Pecqueur (1801-1887)*, Besançon, 2017, Presses universitaires de Franche-Comté, *Les Cahiers de la MSHE Ledoux*, coll. Archives de l'imaginaire social, 464 p., 25 €. Sauf un mémoire universitaire inédit de 1991, dont sont ici publiés de substantiels extraits

biographiques, Pecqueur, pourtant classé dans la hiérarchie saint-simonienne, n'avait jamais attiré l'attention des études saint-simoniennes. Ni non plus des historiens de la pensée économique, en dépit l'intérêt que lui portèrent Karl Marx et Benoît Malon ou du prix qui lui fut accordé en 1838 par l'Académie des sciences morales et politiques pour son analyse des conséquences du machinisme (*L'Économie sociale: des intérêts du commerce, de l'agriculture, de l'industrie et de la civilisation en général, sous l'influence des applications de la vapeur*, 1839). Oubli est désormais réparé par cet ouvrage collectif issu du projet ANR UTOPIES 19.



Pierre Morali, *Antoine Yvon-Villarcéau. Un savant dans l'ombre des étoiles*, Vendôme (F-41100), Éditions du Cherche-Lune, 2016, 272 p., 24 €. Comptes rendus par Guillaume Lévêque sur le site « La Cliothèque ».

Saluons la première biographie de ce saint-simonien dont notre ami Raymond Fraysse s'est fait le propagandiste particulier et

passionné. Né à Vendôme sous le patronyme d'Yvon, le futur centralien fut, comme Maurice Lachâtre, un saint-simonien spontané et autodidacte, en ce sens qu'il semble s'être converti de lui-même à la doctrine saint-simonienne avant de la prêcher, dans un costume de fantaisie, sur la place du marché de sa ville natale. Recruté pour son prosélytisme et pour ses talents de joueur de basson parmi les membres de l'expédition égyptienne d'Enfantin, Yvon est initié à l'astronomie par Lambert sur les bords du Nil. C'est à son retour en France qu'il adopte le nom de Villarcéau et se fait recevoir à l'École centrale, dont il sort ingénieur civil. Doué d'une dextérité exceptionnelle en même temps que d'une intelligence géniale, il devient par la suite un savant de premier plan, membre de l'Académie des sciences et auteur de découvertes scientifiques et techniques qui sont restées attachées à son nom.

À visiter sur Internet :

Une exposition virtuelle sur Élisabeth Lemonnier, conçue et réalisée par Rémy-Michel Trotier, suite, selon toute apparence, à la publication des actes du colloque tenu en 2011 à l'abbaye de Sorèze auquel nous avons été associés par son responsable, Rémy Casals. Portraits, rares voire inconnus pour certains, de l'héroïne de l'enseignement professionnel des filles ainsi que de celles et ceux qui furent associés à son action, notamment de saint-simoniennes et de saint-simoniens; images anciennes et actuelles de l'abbaye-école et de la petite ville de Sorèze, etc. À voir au lien <http://elisalemonnier.online.fr/>

Le saint-simonisme d'E. Macron par lui-même

Sur France-Culture, dans la dernière partie de son émission « La Fabrique de l'histoire » du 9 mars 2017, Emmanuel Laurentin a choisi d'interroger Emmanuel Macron, alors simple candidat à l'élection présidentielle, sur « les possibilités de développer une action mémorielle commémorative » et sur la lecture qu'il convenait de faire de sa démarche.

Q.: *Il y a certaines personnes qui vous observent, qui sont historiens ou historiennes, et qui disent: « Il y a du saint-simonisme chez Emmanuel Macron: la croyance dans le progrès, la croyance dans le progrès matériel, la croyance dans le progrès social, et peut-être aussi une certaine spiritualité ou un certain spiritualisme qui s'allient, comme au XIX^e siècle, les saint-simoniens mêlaient ces trois données. » Qu'est-ce que vous en pensez? Est-ce que c'est une erreur de leur part? ...*

R.: *Hum...*

Q.: *C'est un certain style de socialisme XIX^e, le saint-simonisme.*

R.: *C'est une des filiations que je peux accepter...*

Q.: *Mais vous n'y avez pas pensé?*

R.: *Si, si, bien sûr. C'est une histoire interrompue, d'ailleurs, de notre passé. C'est une filiation qui a sa part de vérité, qui n'est pas exclusive pour autant. Je pense que...*

Q.: *Vous ne voulez pas être enfermé.*

R.: *Non... mais parce que je pense que c'est une erreur, parce que je pense que nous vivons un temps de recomposition profonde et radicale. Ça, j'en suis éminemment convaincu. Et que dans ce temps de recomposition, vouloir être enfermé de manière exclusive ne permet pas de faire face aux défis du temps présent. Mais j'accepte tout à fait cette filiation, comme j'accepte la filiation avec un libéralisme politique français. Notre histoire est faite, l'histoire de la République en particulier, mais même d'avant la Révolution...*

Q. [interrompant E. M.]: *C'est Benjamin Constant?*

R.: *Exactement, entre autres. [E. M. reprenant sa phrase interrompue] ... d'une exigence dans le rapport à la liberté politique, aux libertés individuelles, et dans le rapport entre le politique et l'individu, dans laquelle je me retrouve.*

Q.: *C'est pour ça qu'il n'y a pas Robespierre, c'est ce que vous voulez dire? [NDLR: E. Laurentin fait allusion au fait que dans Révolution, son livre-profession de foi, E. Macron se réfère à Danton, mais passe Robespierre sous silence.]*

R.: *Sans doute, parce que... Je pense qu'il y a chez Robespierre un rapport de brutalité de l'État et de la chose publique dans le rapport à l'individu, dans lequel je ne me reconnais pas.*

Q.: *Il y a la vertu...*

R.: *Il y a la vertu comme une promesse intenable.*

Q.: *C'est-à-dire?*

R.: *Il y a la part purificatrice de la vertu qui détruit les hommes. Je crois à la vertu, comme une valeur qu'on porte. Je crois à la vertu romaine, je crois moins à la vertu robespierriste. Je crois à la vertu romaine en ce qu'elle est une exigence en soi et pour soi. Je ne crois pas à la vertu qui reprend les habits en quelque sorte de l'Inquisition pour avoir des méthodes encore plus radicales.¹*

L'échange est trop dense pour recevoir ici tous les commentaires qu'il mériterait.

Remarquons seulement qu'E. Macron évite d'explicitier le contenu de la filiation saint-simonienne qui lui est attribuée et préfère revendiquer son ancrage dans la tradition d'un libéralisme centré sur le respect de l'individu.

Peut-être est-ce donc le cas de se souvenir ici que l'industrialisme de Saint-Simon, et plus encore la doctrine saint-simonienne, se sont construits en se démarquant de la priorité quasi absolue donnée par Benjamin Constant à la défense des libertés politiques constitutionnelles et de la liberté de conscience. Ainsi, c'est parfois sous le vocable nouveau de « collectisme » qu'entre 1825 et 1826, *Le Producteur* commence à mettre en avant la valeur du « dévouement » à « la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ».

Le point est tout sauf anecdotique, puisqu'une des raisons de la révision entreprise par Enfantin à la fin de l'année 1831 n'est autre que la difficulté à conjuguer le *socialisme* avec l'*individualisme* – une difficulté douloureusement expérimentée par le mouvement saint-simonien au cours des années précédentes, et que le « dissident » Pierre Leroux théoriserait et s'efforcera à son tour de résoudre en 1834, précisément sous ces deux mots en -isme et dans le contexte tragique des massacres commis par la garde nationale contre les insurgés de la rue Transnonain².

1. La vidéo demeure téléchargeable au lien suivant: <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-lhistoire/limaginaire-historique-demmanuel-macron>. Le passage transcrit commence à 41' 57".

2. Compte rendu du « Cours d'économie politique, fait à l'Athénée de Marseille par M. Jules Leroux », *Revue encyclopédique* datée d'octobre-décembre 1833 (mais parue à l'été 1834), p. 94 et suiv. Texte repris et augmenté dans la *Revue indépendante* de novembre 1845 sous le titre « De la recherche des biens matériels, ou de l'individualisme et du socialisme », p. 18 et suiv. Voir les analyses que Ludovic Frobert en propose dans son article « Politique et économie politique chez Pierre et Jules Leroux », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 40, 2010, p. 77-94. Ces trois références sont aisément accessibles et consultables en ligne *via* Google.



Commémoration du 150^e anniversaire du congrès de Genève pour les États-Unis d'Europe



Le 21 novembre 2017, à Bruxelles, le Parlement européen a patronné et accueilli à son siège la célébration du 150^e anniversaire du congrès international pour la paix et de la liberté et pour les États-Unis d'Europe que le philosophe et avocat saint-simonien Charles Lemonnier avait organisé à Genève, dans le Bâtiment électoral, avec son ami le juriste Émile Acollas, du 9 au 12 septembre 1867.

En son temps, cette manifestation avait frappé les contemporains non seulement du fait de la notoriété des personnalités de différents pays qui y prirent la parole (Garibaldi et Victor Hugo notamment), mais aussi par sa représentativité indiscutable: dix mille pétitionnaires, six mille participants...

Dans la mesure où il marqua solennellement le début des activités de la Ligue de la paix et de la liberté (à ne pas confondre, comme le fait Wikipédia, avec la Ligue de la paix créée à Paris par Frédéric Passy, soutenu, il est vrai, par de grands saint-simoniens comme Michel Chevalier et Arlès-Dufour), ce congrès tend aujourd'hui à être considéré comme l'installation de l'idée européenne dans les opinions publiques des différents pays représentés, de l'Angleterre à la Russie. De plus, eu égard au fait que la fondation de la Ligue à Genève donna lieu à une activité régulière sous la forme de congrès annuels et de publications fréquentes, y compris un périodique, *Les États-Unis d'Europe*, qui paraît de 1867 à 1939, l'organisation présidée par Lemonnier de 1871 à sa mort, en 1891, peut à bon droit être considérée comme le plus proche ancêtre de la Société des Nations créée en réaction à la première guerre mondiale. Ce n'est pas pour rien que le buste de Lemonnier, moulé en 1895, est conservé à Genève dans le bâtiment de la bibliothèque et des archives des Nations Unies.

La célébration au Parlement a été précédée par la tenue, dans les locaux bruxellois de l'université romaine de la Sapienza, d'un séminaire consacré à ce périodique et à

son principal responsable, Charles Lemonnier, au fédéralisme de V. Hugo, G. Mazzini, A. Gøegg et G. Garibaldi, et à l'inspiration féministe qui fut associée à ce combat euro-péiste. Au nom de différents réseaux fédéralistes italiens, l'organisateur, le professeur Francesco Gui, avait invité deux membres de la Société à y intervenir, Paola Ferruta et Philippe Régnier.

Des vidéos des deux rencontres ont été enregistrées à l'intention des lycées et des universités.

Sur le site du réseau *L'università per l'Europa. Verso l'Unione Politica*, on peut lire les programmes détaillés des deux rencontres et voir et écouter les interventions, mises en ligne sur You Tube, soit une par une, en tapant directement les noms des participants, soit intégralement à la file en utilisant les liens indiqués par le même site sous la mention « archives de décembre 2017 ».

La version écrite d'une partie des communications prononcées lors des deux rencontres bruxelloises est publiée en ligne sur le site de la revue *Eurostudium* (octobre-décembre 2017, n° 45) au lien suivant: <http://www.eurostudium.eu/rivista/index.php>.

Une seconde commémoration a eu lieu à l'université de Genève le 28 novembre suivant, donnant lieu à une communication de Francesco Gui sur « Les États-Unis d'Europe de Charles Lemonnier: un patrimoine historique pour les jeunes ».

À l'initiative du professeur Romano Ugolini et d'Annita Garibaldi-Jallet, petite-fille de Giuseppe Garibaldi et présidente de l'Associazione Nazionale Veterani et Reduci Garibaldini, une plaque commémorative a ensuite été posée à l'emplacement de l'ancien Bâtiment électoral, soit dans les locaux de l'université, au 24 rue du Général Dufour.



Paola Ferruta participant au séminaire bruxellois

« Enquêtes vagabondes, le voyage illustré d'Émile Guimet en Asie » (musée Guimet, 6 décembre 2017 - 12 mars 2018).

Sous ce titre a été présentée l'hiver dernier une exposition opportunément destinée à rappeler que les origines du musée national des arts asiatiques sont à trouver dans la fascination de son fondateur pour les religions.

Or dans la section Égypte, sur un panneau relatif à l'intérêt de Guimet pour les cultes isiaques (qui fait songer au culte enfantiniste de « la Mère »), les membres de la Société qui l'ont visitée, ont pu lire ceci : « *L'Égypte, la porte de l'Asie, c'est pour le saint-simonien qu'est Émile Guimet le lieu de tous les possibles, la réponse à maintes questions. Alors que Ferdinand de Lesseps y creuse le canal de Suez, Guimet y découvre sa vocation en visitant le musée de Boulaq, l'ancêtre du musée du Caire.* »

Guimet saint-simonien ? Ce rattachement chronologiquement abusif semble avoir une source dans la biographie d'Hervé Beaumont, *Les aventures d'Émile Guimet (1836-1918), un industriel voyageur* (Arthaud, 2014).

Ce livre décrit ou plutôt imagine la rencontre de Guimet sur le chantier du canal avec un Lesseps « entouré d'audacieux polytechniciens saint-simoniens que le Père Infantin [...] a fait venir à Suez ». L'épisode s'achève sur la conclusion suivante : « *À l'avant-poste du progrès économique et social, dans le mythe d'une société industrielle et fraternelle, le mouvement [i. e. saint-simonien] attirera Guimet, qui adhérera au "cercle Saint-Simon" de 1883 à 1887. Guimet quittera le cercle de façon inexplicable mais, en tant que*

musicien, il restera attaché au poète-chansonnier saint-simonien Jules Vinçard dit Vinçard l'Ainé ». Et de raconter que Guimet aurait rêvé de rassembler les ouvriers de « *toutes les races* » employés sur le chantier en organisant des fanfares au milieu du désert...

Ces assertions sont pour le moins étranges. Car Lesseps, comme il est notoire, s'est beaucoup trop mal entendu avec Infantin pour s'être entouré d'ingénieurs par lui envoyés. Lors du voyage de Guimet en Égypte, en 1865, il n'y avait plus sur les rives du Nil un seul des saint-simoniens qui y avaient accompagné Infantin entre 1833 et 1836. Reste que la convergence de Guimet ici suggérée avec les projets musicaux nourris par les saint-simoniens pour leur chantier du barrage du Nil est effectivement une chose curieuse, et que son goût pour Vinçard ne saurait être une invention.

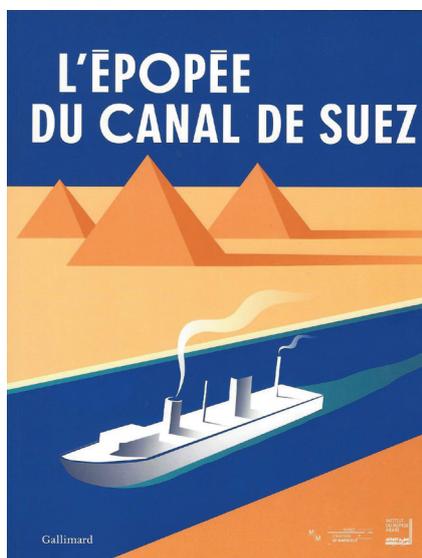
Cela étant, c'est aussi un fait que Guimet et Félix Régamey, son ami photographe, ont fréquenté le Cercle Saint-Simon. Lesseps y appartient, de même qu'Ernest Renan. Mais la dénomination de cette « société historique » tenait seulement au fait que son siège se trouvait au 2, rue Saint-Simon, dans le VII^e arrondissement de Paris. Encore ce nom de rue renvoie-t-il au Saint-Simon mémorialiste, et nullement au Saint-Simon philosophe, contrairement à ce que suggèrent les liens de la notice Wikipédia sur le cercle en question.



L'exposition-événement de l'Institut du monde arabe sur « L'épopée du canal de Suez »

Ouverte au public le 28 mars, l'exposition déroule l'histoire du canal depuis les pharaons jusqu'à son récent doublement, en 2015. Elle sera montrée, en partie, à Marseille à l'automne, puis au Caire l'an prochain pour le 150^e anniversaire de l'inauguration de 1869.

Une étape du parcours est réservée au moment saint-simonien évoqué à l'aide du fonds Enfantin de l' Arsenal: deux portraits lithographiques d'Enfantin dans ses tenues de la retraite de Ménilmontant (une image populaire colorisée et son portrait artistique par A. Saint-Hilaire d'après L. Cogniet); l'album de Machereau ouvert sur des croquis de versions orientales du costume apostolique; l'un des plans de coupe établis en 1844 pour la Société d'études du canal de Suez; une grande carte, de mêmes provenance et date, « pour servir à l'intelligence du mémoire sur les communications à établir par l'isthme



de Suez entre la Méditerranée et la mer Rouge », avec, en bleu, une languette mobile de papier découpé pour figurer le canal tel qu'il est alors conçu par les saint-simoniens, assez proche du tracé que décidera Saïd pacha: direct du golfe de Suez au golfe de Péluse. Cet ensemble s'achève sur un portrait photographique de l'auteur de la carte, Linant de Bellefonds, prêté par sa descendance.

Le catalogue publié aux éditions Gallimard et le numéro spécial de la revue de l'IMA édité pour l'occasion (*Qantara* n° 106, janvier 2018) font largement appel aux compétences présentes dans la Société des études saint-simoniennes (Jean-Louis Marçot, Sarga Moussa, Philippe Régnier, Robert Solé), y compris le président de l'Association du Souvenir de Ferdinand de Lesseps et du canal de Suez, notre ami Arnaud Ramière de Fortanier.

Vous avez dit: saint-simonisme? (France Inter)

En concomitance avec l'ouverture de l'exposition sur le canal de Suez, Jean Lebrun a consacré son émission du 26 mars de « La marche de l'histoire » à une sympathique initiation au saint-simonisme menée à travers un dialogue d'une clarté et d'une qualité remarquables avec notre ami Pierre Musso. Citons la conclusion de l'excellent dossier de présentation mis en ligne sur le site de la radio: « *Le saint-simonisme était bien davantage qu'un technocratisme à destination des entrepreneurs...* ». À réécouter en podcast, ou sur son ordinateur au lien suivant: [https://www.](https://www.franceinter.fr/emissions/la-marche-de-l-histoire/la-marche-de-l-histoire-26-mars-2018)



[franceinter.fr/emissions/la-marche-de-l-histoire/la-marche-de-l-histoire-26-mars-2018](https://www.franceinter.fr/emissions/la-marche-de-l-histoire/la-marche-de-l-histoire-26-mars-2018)

Avec une intéressante préface de son cru, mais non sans un certain nombre de coupes honnêtement signalées, le même Jean Lebrun réédite par ailleurs chez Perrin la seconde édition (1931) de la classique *Histoire du saint-simonisme* procurée en 1896 par Sébastien Charléty, le recteur de l'université de Paris qui a été le premier à travailler sur le fonds Enfantin... avant de donner son nom au stade de la Porte de Gentilly.

Avoir raison avec... Saint-Simon (France-Culture)

Durant la première semaine de juillet, à l'heure du déjeuner, les auditeurs de France-Culture pourront écouter cinq enregistrements consacrés au saint-simonisme d'une nouvelle émission produite par Julie Clarini sous le titre « Avoir raison avec... ». Les sujets successifs en sont: Saint-Simon, l'utopie



saint-simonienne, la politique industrielle des saint-simoniens, les femmes saint-simoniennes, l'Orient et l'Algérie des saint-simoniens. Ont été interviewés Laure Adler, Roland Laffitte, Pierre Musso, Christine Planté, Philippe Régnier et Michèle Riot-Sarcey.